

*Les crédits*

pliquent. Beaucoup d'experts nous disent que cela n'a pas de sens.

Il est évident que le gouvernement a perdu le contrôle de la dette avec de tels écarts dans les déficits estimés. La gestion de la dette est désastreuse actuellement. Il n'y a même pas eu une étude d'évaluation de la dette, de la gestion de la dette, et c'est important que l'on commence à le faire. On nous a dit récemment, au Comité permanent des comptes publics, que le ministère des Finances commençait à penser que c'était une bonne chose d'évaluer le programme de la dette. Il est grand temps qu'il le fasse.

Par ailleurs, au fil des ans, le gouvernement a emprunté plus de 70 milliards dans le compte de pension des employés fédéraux, sans connaître quels étaient les impacts budgétaires d'une telle décision. En appliquant cette politique aveuglement, le gouvernement ne sait pas si ces emprunts sont rentables ou si cette politique coûte plusieurs centaines de millions de dollars. Personne n'a évalué l'impact de ces emprunts. Monsieur le Président, 70 milliards de dollars, c'est beaucoup d'argent.

Avec une gestion financière douteuse, le gouvernement conservateur hypothèque l'avenir de plusieurs générations de Canadiens et de Canadiennes. Dans la seule région d'Ottawa, dans ma région à moi ici, il y a 62 311 personnes recevant des prestations d'assurance-chômage ou qui retirent des prestations de bien-être social. En avril de cette année, en 1993, 4 400 ou 7,6 p. 100 de plus que l'année passée. Cela représente 11,6 p. 100 de la population active de la région de la Capitale nationale. Avec le gouvernement actuel, on a 1 581 000 chômeurs. On a 2 723 000 assistés sociaux. Il y a 12 333 000 Canadiens qui travaillent, mais ils peuvent difficilement avoir confiance dans l'avenir avec la nouvelle qui n'est pas bonne, avec la dette qui est trop haute et avec l'administration gouvernementale qui laisse beaucoup à désirer.

Avec un taux d'imposition qui frise les 40 p. 100, les citoyens et les citoyennes d'Ottawa—Vanier, chez nous, comme tous les autres Canadiens, d'ailleurs, sont tannés d'être les poules pondeuses du gouvernement. Ils veulent des chiffres réels, des raisons, des informations simples, claires et précises. Ils veulent savoir comment est géré leur argent. Ils veulent que le gouvernement rende compte de la façon dont il perçoit les dollars et de la façon dont il les dépense. C'est clair. En fait, ils veulent un gouvernement intègre. Le testament que s'appête à léguer le gouvernement actuel est trop loin des ces objectifs pour être conciliable avec la perception qu'ont les Canadiens d'une bonne administration financière.

• (1750)

[Traduction]

L'incapacité des conservateurs de bien gérer les finances de l'État passera à l'histoire. En neuf ans, ils auront fait grimper la dette nationale à plus de 450 milliards de dollars. Pendant leur règne, les conservateurs auront ajouté au moins 260 milliards de dollars à la facture que nos enfants et nous aurons à payer. Ils ont constamment raté l'objectif qu'ils se fixaient pour juguler la dette.

Il faut donc nous demander si nous pouvons nous permettre de maintenir ce gouvernement au pouvoir. Les Canadiens auront bientôt l'occasion de signifier à ce gouvernement prodigue qu'il est temps qu'il laisse sa place à d'autres. L'incapacité des conservateurs de gérer la dette a rendu de nombreux Canadiens très cyniques à l'endroit de leur gouvernement fédéral.

Plus du quart des dépenses gouvernementales, soit 26 p. 100, est actuellement consacré au service de la dette, comparativement à 20,5 p. 100 en 1984. Devant la taille de notre dette, beaucoup de gens ont parlé ces derniers mois de crise. Il faut remettre les choses dans leur contexte.

Même si nous devons réduire la dette accumulée par notre pays et réduire le fardeau des contribuables de même que les compressions appliquées aux dépenses gouvernementales, il ne faut pas penser que le ciel va nous tomber sur la tête dès demain. Il y a d'autres solutions au problème.

Tant que nous pourrons prouver aux étrangers qu'ils y gagneront en investissant chez nous, les créanciers du Canada ne se défilent pas. La confiance que nous avons en notre avenir contribue beaucoup à encourager et à rassurer les investisseurs. Cependant, il faut aussi montrer aux investisseurs que les gouvernements fédéral et provinciaux, tout comme les Canadiens, prennent les mesures qui s'imposent pour réduire les dépenses et les déficits.

Les conservateurs ont omis de rendre des comptes, ce qui explique le cynisme que ressentent les Canadiens à l'endroit de leur régime politique.

De nos jours, nous sommes plus à la merci des investisseurs internationaux, puisque les étrangers détiennent actuellement 23 p. 100 de la dette fédérale, comparativement à 11 p. 100 en 1984. Je le répète, nous devons assurer. . .

**Le président suppléant (M. DeBlois):** À l'ordre, s'il vous plaît. Le temps accordé au député est écoulé.